

# Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

**Jeunesses Communistes Révolutionnaires**

2, rue Richard Lenoir 93100 Montreuil  
jcr@jcr-red.org • www.jcr-red.org

**Jeunesses Communistes Révolutionnaires**

**22, 23 & 24 Juin 2007**

# Stage de formation



**Recueil de textes**



# Sommaire

## Amérique Latine

Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ? OUI ! Page 3

## Fascisme

En quoi la politique du Parti Communiste Allemand est-elle éronnée ? Page 6

## Grève Générale

Les problèmes fondamentaux de la grève générale Page 13

## L'état

La conception marxiste de l'État Page 18

## L'état

Extraits de "L'état et la révolution" Page 21

## Bases du marxisme

Classe ouvrière, conscience de classe, parti(s) et syndicat(s) Page 26

## Féminisme

Oppression des femmes : Extraits de l'introduction au marxisme Page 33

## Ordre du jour du stage de formation

### Vendredi :

**18h30 - 21h** L'Amérique Latine en ébullition (Venezuela, Bolivie...)

### Samedi :

**9h30 - 12h** La montée du fascisme en Allemagne dans les années 30.  
Comment vaincre le fascisme ?

**13h - 15h30** L'oppression des femmes et les luttes féministes

**16h - 18h30** Projection d'un film (sur la Grève des mineurs anglais contre Margaret Thatcher) et discussion sur la grève générale

**19h30 - 21h30** Qu'est-ce que l'Etat ? L'Etat et la Révolution

### Dimanche :

**10h - 12h30** Qu'est-ce que le marxisme ? Classe ouvrière, lutte des classes

pays impérialistes est composée de salariées. Une partie considérable de jeunes ets composée de jeunes travailleurs et apprentis. Les noirs portoricains ou chicanos aux USA, les irlandais et immigrés d'Asie en Grande Bretagne, les Basques et les Catalans en Espagne sont pas seulement largement prolétarisés eux-mêmes ; ils constituent même une partie considérable du prolétariat de ces états dans son ensemble.

En fait, les conditions d'existence et les revendications propres de toutes les couches en révolte spécifique méritent une attention spéciale de la part du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire pour trois raisons évidentes.

D'abord ces couches incluent en général la partie la plus exploitée, la plus misérable du prolétariat global qui, rien que pour cette raison, réclame déjà une sollicitude particulière de tout travailleur conscient. Ensuite, ces couches sont en général victimes d'une double oppression, à la fois comme prolétaires et comme femmes, jeunes, minorités, immigrés, etc. Or, le prolétariat ne peut pas se libérer définitivement, ni surtout abolir le salariat et construire une société sans classes, sans éliminer radicalement toutes les formes de discrimination, d'oppression, d'inégalité sociale. Finalement, le mouvement de révolte et de libération de ces couches permet d'allier à la lutte pour la révolution socialiste des secteurs non prolétariens faisant partie des couches opprimées mentionnées plus haut.

Cette alliance n'est pas évidemment automatique. Mais elle dépend du poids du clivage de classe, que la polarisation extrême des forces sociales au cours du processus révolutionnaire provoquera inévitablement au sein du mouvement d'émancipation des femmes, des jeunes, des nationalités et des races opprimées. Mais elle dépend aussi de la capacité du mouvement ouvrier, et surtout de son avant-garde révolutionnaire, de prendre en main hardiment la cause juste pour laquelle combattent ces opprimés.

Les amrxistes révolutionnaires reconnaissent

comme justifiés des mouvements d'émancipation autonomes des femmes, des jeunes, des nationalités et races opprimées, non seulement avant mais même après la chute du capitalisme, qui n'effacera pas du jour au lendemain les vestiges de millénaires de préjugés sexistes, racistes, chauvins, xénophobes au sein des masses laborieuses. Ils s'efforcent d'être, au sein de ces mouvements de masse autonomes, les meilleurs combattants pour toutes les revendication justes et progressistes, d'impulser les mobilisations et les luttes les plus larges et les plus unitaires.

En même temps, ils y combatteront systématiquement en faveur de solutions politiques et sociales d'ensemble sans lesquelles une solution générale et durable de la discrimination sexiste, raciste et chauvine est impossible. Ils se feront de manière non moins systématique les avocats de la solidarité de tous les exploités et de tous les prolétaires dans la lutte pour leurs intérêts de classe, indépendamment de toute différence de sexe, de race ou de nationalité. Plus résolu et convaincant sera leur combat contre toutes les formes d'oppression particulières que subissent ces couches surexploitées, et plus efficace deviendra cette lutte pour la solidarité générale de classe en leur sein.

Dans la mesure où l'agriculture primitive prend son essor, les femmes deviennent doublement la principale source de richesse de la tribu : en tant que principales productrices de vivres, et en tant que procréatrices. Car c'est seulement à partir d'une base d'approvisionnement en vivres plus ou moins assurée que le développement démographique n'est plus ressenti comme une menace mais comme un bienfait potentiel. Les femmes deviennent du même objet objets de convoitise économique, ce qu'elles ne pouvaient pas être à l'époque de la chasse et de la cueillette des fruits.

Pour pouvoir réaliser cette sujétion, une série concomitante de transformations sociales ont dû s'opérer. Les femmes ont dû être désarmées, c'est-à-dire le métier des armes a dû devenir un monopole masculin. Qu'il ne l'ait pas toujours été, les légendes concernant les amazones l'attestent clairement. Le statut de femme a aussi dû être bouleversé par des modifications radicales des règles du mariage et de la socialisation des enfants, en vue d'assurer la prédominance du patriarcat.

Avec le développement, puis la consolidation de la propriété privée, la famille patriarcale prend progressivement la forme définitive qu'elle a conservée, malgré des modifications successives, à travers une bonne partie de l'histoire de la société de classes. Elle devient elle-même une des institutions principales et irremplaçables garantissant la pérennité de la propriété privée à travers l'héritage, et l'oppression sociale sous toutes ses formes (y compris les structures mentales éternisant l'acceptation de l'autorité "venue de haut" et de l'obéissance aveugle). Elle devient un bouillon de culture d'innombrables discriminations aux dépens des femmes, dans toutes les sphères de la vie sociale. Les justifications et les préjugés hypocrites qui sous-tendent ces discriminations font partie intégrante de l'idéologie dominante de pratiquement toutes les classes possédantes qui se sont jusqu'ici succédées dans l'histoire. Elles ont, de ce fait

également, imprégné au moins partiellement la mentalité des classes exploitées, y compris celle du prolétariat moderne régime capitaliste et au lendemain de son renversement.

### **Les mouvements d'émancipation des femmes et des minorités nationales opprimées dans l'essor des lutttes anticapitalistes**

Traditionnellement, le mouvement ouvrier organisé avait conçu le problème des "alliances" soit comme électoral et politique, soit comme l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse et d'autres couches de la petite bourgeoisie. Mais déjà au cours des grandes révolutions prolétariennes du passé, surtout la révolution russe et la révolution espagnole, la combinaison de la révolution sociale et du mouvement d'émancipation des nationalités opprimées avait joué un rôle important.

Depuis que le capitalisme contemporain s'enfonce dans une crise sociale de plus en plus généralisée (essentiellement depuis la 2e moitié des années 60), les luttes socio-politiques dans les pays impérialistes se caractérisent par une combinaison entre des luttes prolétariennes "pures" et des explosions de mécontentement et de révolte sociale de larges secteurs de la population à composition non entièrement prolétarienne ; le mouvement de révolte de la jeunesse, le mouvement de libération des femmes, les mouvements de révolte des nationalités opprimées.

Quand nous disons "à composition non entièrement prolétarienne", nous voulons dire exactement cela. Il est absurde de considérer les jeunes, les femmes ou les minorités raciales et ethniques comme non-prolétariennes voire petites-bourgeoises dans leur ensemble, en fonction de critère idéologique ou psychologiques. Une partie croissante de la population féminine des

## Amérique Latine

# Socialisme du XXIe siècle ? OUI !

*Nous reproduisons ici le tract distribué en espagnol à 20 000 exemplaires par les militant(e)s de la IVe Internationale présents à Caracas (Venezuela) lors du Forum social mondial (24-29 janvier 2006). (Traduit de l'espagnol par J.M.)*

La situation sociale et politique en Amérique latine est parmi les situations les plus explosives de la planète. C'est ici que les restructurations néolibérales et les résistances populaires s'opposent le plus, provoquant des situations explosives et/ou pré-révolutionnaires au Venezuela, en Argentine, en Équateur, en Bolivie. Ces mouvements populaires ont défait des droites réactionnaires, suscité de nouvelles contradictions intercapitalistes et ont provoqué le développement de nouveaux mouvements sociaux. C'est dans ce cadre que nous comprenons la Révolution Bolivarienne qui a réveillé de grands espoirs pour les peuples et la gauche sur toute la planète. La IVe Internationale, réseau international d'organisations révolutionnaires, soutient ce processus révolutionnaire qui a surgi à partir de 1989 en tant que résistance à l'offensive néolibérale, menée par les centres mondiaux du pouvoir (en premier lieu les États-Unis et l'Europe) et soutenue par les oligarchies de nombreux pays du dit Tiers-Monde.

### **Vive la Révolution Bolivarienne !**

En combinant le développement du mouvement social, son auto-organisation,

la traduction de la dynamique politique en processus électoraux et la construction d'éléments d'une direction démocratique et anti-impérialiste, le processus vénézuélien constitue un apport à la pensée révolutionnaire. Il réveille les espoirs que oui, il est possible de changer le sort quotidien des masses exclues. Mais sans l'extraordinaire mobilisation populaire en défense de la révolution et de ses ressources naturelles entre 2001 et 2004 et, à partir de 2003, sa participation directe dans les missions sociales financées grâce au pétrole, ce processus n'aurait pas pu tenir. Sans aucun doute le sujet et l'acteur c'est le peuple organisé et mobilisé avec l'appui du Président qu'il s'est choisi, Hugo Chávez.

Le processus révolutionnaire a évidemment marqué de nombreux points sur le terrain de la construction d'une société nouvelle : dans l'éducation, la santé, l'alimentation en plus des libertés politiques. Maintenant, avec l'entrée en lutte de la classe ouvrière organisée dans l'UNT, on gagne le contrôle ouvrier dans certaines entreprises, des expropriations et la perspective du développement des coopératives.

## **Approfondir le processus bolivarien**

Mais la révolution ne peut se considérer gagnante tant que la structure capitaliste du pays n'a pas été supplantée par un modèle socialiste. Le rôle conservateur de l'appareil de l'État, l'apparition des phénomènes de corruption dans le camp révolutionnaire lui-même et la nouvelle bureaucratie s'ajoutent aux phénomènes hérités de l'ancien régime. La révolution bolivarienne ne peut s'arrêter à mi-chemin et doit poursuivre sa lutte pour mener à bien la réforme agraire, la nationalisation des banques et pour vaincre la propriété privée des grands moyens de production (qui sont minoritaires par rapport au pétrole en ce qui concerne les revenus, mais qui emploient une majorité de travailleurs qui vendent leur force de travail).

Si elle ne mène pas ces tâches à bien, il est possible que « la révolution dégénère en gouvernement » comme disait en d'autres temps un général de la révolution mexicaine. Ce que le peuple a gagné, il peut le perdre si la révolution s'arrête. Il est difficile de maintenir les coopératives, une production socialement juste, une petite agriculture soutenable, dans un environnement capitaliste où les grands entrepreneurs mènent la concurrence avec les armes des bas salaires et de mauvaises conditions de travail.

C'est pour cela que notre soutien à la révolution bolivarienne passe par notre appui aux luttes livrées dans l'ensemble du pays, un appui à ceux qui plaident pour la révolution dans la révolution, à ceux qui combattent de manière conséquente contre les capitalistes, qui affrontent la bureaucratie et les vieilles méthodes.

La révolution bolivarienne est internationaliste dans son essence, elle coïncide avec la pensée universelle des révolutionnaires : il n'y a pas de solution nationale et il n'y a pas de socialisme dans un seul pays. Les intérêts des peuples sont convergents et les luttes se nourrissent mutuellement. Le processus bolivarien a réveillé à

nouveau les désirs ardents de lutte des peuples latino-américains et le continent de l'Amérique du Sud s'oriente vers la gauche.

## **Les gauches latino-américaines**

Si nous avons tous un ennemi commun qui est la droite capitaliste, nous ne pouvons pas dissimuler qu'il y a des différences dans le camp de la gauche entre une gauche qui s'adapte au libéralisme, une gauche social-libérale qui gère le capitalisme, et une gauche qui résiste et qui rejette les ordres du Fonds monétaire international et des marchés financiers, en s'appuyant sur l'organisation populaire autonome pour satisfaire les besoins sociaux. Entre une gauche qui envoie des troupes à Haïti et une gauche qui rejette les interventions impérialistes.

Si l'élection de Lula au Brésil indique de manière claire que le peuple brésilien veut se libérer de la domination des entrepreneurs et de l'impérialisme, l'attitude conciliatrice de Lula affaiblit le mouvement populaire et renforce le capitalisme. Malgré la décision de Kirshner de trouver un accord sur la dette avec le FMI, le peuple argentin est dans l'attente des transformations nécessaires pour résoudre la grave crise économique et sociale qu'il subit. Si le peuple uruguayen a mis en échec l'oligarchie en élisant Tabaré Vázquez, ce dernier respect les diktats du FMI. Dans ces trois pays, la clé est dans la capacité des peuples à se mobiliser pour imposer les grandes réformes structurelles et dans la capacité du mouvement populaire à construire une alternative au social-libéralisme. Nous soutenons la lutte des Sans-Terre du Brésil, comme celle des piqueteros argentins pour ne citer que ces deux exemples.

Avec la victoire d'Evo Morales en Bolivie, un autre espoir immense s'éveille pour mettre fin au pouvoir des entreprises transnationales sur la terre, l'eau, le gaz et le pétrole de ce pays. C'est aussi l'espoir qu'un processus original de

## **Féminisme**

# **Opression des femmes : Extraits de l'introduction au marxisme**

**Ernest Mandel**

## **L'oppression des femmes, première forme étendue d'inégalité sociale**

Entre la société du communisme primitif de la horde et du clan, et les premières formes de société fondée sur la domination d'une classe sur une autre (par exemple la société esclavagiste), s'insère une époque de transition, au cours de laquelle une classe dominante propriétaire ne s'est pas encore pleinement développée, mais où l'inégalité sociale émergente est déjà institutionnalisée. Nous connaissons l'existence de ce type de société non seulement par de nombreux vestiges et descriptions du passé, qui subsistent notamment dans les mythes, légendes et religions dits " primitifs ". Nous la connaissons aussi par la société lignagère qui subsiste aujourd'hui dans une partie des campagnes d'Afrique noire, fût-ce de manière de plus en plus déformée, en fonction de sa symbiose avec la société sans classes qui prédomine dans tous les pays où elle survit.

Cette première forme institutionnalisée de l'inégalité et de l'oppression sociale, c'est celle des femmes par les hommes dans les sociétés primitives arrivées à cette étape de leur développement.

L'oppression des femmes n'a pas toujours existé. Elle n'est pas le produit d'une fatalité biologique qui pèserait sur le sexe féminin, au contraire, il y a une abondance de données concernant la préhistoire et la société du communisme de clan pour confirmer qu'elle a été longtemps marquée par l'inégalité entre les sexes. Bien que les données nous manquent pour généraliser ce phénomène à l'ensemble de l'humanité primitive, il est de toute façon démontré qu'au moins dans une série de ces sociétés, les femmes jouèrent même un rôle socialement dominant. Il suffit de rappeler le phénomène largement répandu de la " déesse fertilité " comme maîtresse du ciel, à l'aube de l'agriculture inventée par les femmes, pour déduire que la substitution non moins générale des dieux (puis de dieu monothéiste) à cette déesse ne peut être accidentelle. La révolution dans le ciel reflète une révolution qui s'était produite sur terre. Le bouleversement des conditions sociales des rapports réciproques entre hommes et femmes.

A première vue, il peut paraître paradoxal que lorsque le rôle économique prédominant des femmes s'affirme dans leur fonction essentielle dans les travaux des champs (révolution néolithique), s'ouvre petit à petit l'ère de leur sujétion sociale. Mais il n'y a pas là aucune contradiction véritable.





## Partie 4 :

# Conceptions actuelles et questions en débat

La lutte pour transformer la classe ouvrière en acteur de la transformation sociale passe par la bataille pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière. Cela signifie mettre en avant les revendications, les thèmes, les formes de lutte et d'organisation qui unifient la classe ouvrière et qui l'opposent à ses adversaires (patronat-gouvernement). Le syndicat a vocation à représenter les intérêts immédiats du monde du travail et non pas de la société (salariés et patrons confondus). Cette conception a longtemps été perçue comme une évidence dans le mouvement syndical, au-delà des divergences existantes.

Les revendications qui émergent visent améliorer le sort du monde du travail dans le cadre de la société actuelle. C'est évident pour les revendications syndicales, mais c'est aussi en partie vrai pour celles des partis politiques. Mais toutes les revendications ne sont pas à mettre sur le même plan. Certaines d'entre elles touchent, implicitement ou explicitement, aux fondements du système et posent les questions de la propriété et du pouvoir.

Il n'existe pas de revendications qui soient par essence et par définition « réformistes », « révolutionnaires » ou « inintégrables par le système » : cela dépend de la situation, des rapports de forces et de l'état d'esprit des travailleurs. Dans notre culture politique, cette démarche (essentiellement développé par Trotsky) est appelée « démarche transitoire » ou démarche de « revendications transitoires ». La logique est de partir des revendications et des aspirations telles quelles s'expriment effectivement à un moment donné pour poser les questions de la propriété

et du pouvoir.

- Le syndicat est une organisation de masse et de classe. Il est la première organisation de défense des intérêts immédiats des travailleurs, c'est pour cela que nous « recommandons » aux militants de la LCR de se syndiquer quand ils le peuvent.

- La LCR n'est pas liée à un appareil quel qu'il soit, nous n'avons plus de « consignes » sur quel syndicat « choisir ». Tout dépend de l'entreprise, du secteur d'activité, des équipes locales. Aujourd'hui certains des nouveaux adhérents de la LCR sont à FO et l'UNSA, par exemple.

- Le respect de la démocratie syndicale est une question de principe : on ne se substitue pas aux travailleurs, la démocratie est nécessaire à la progression de la conscience de classe. Nous ne visons pas à donner au parti le pouvoir dans le syndicat mais à gagner aux positions de lutte de classe la majorité des structures syndicales.

- Les militants de la LCR ne se sentent pas en « mission » dans leur syndicat. Ils sont, au même titre que d'autres, des syndicalistes. Les propositions que nous faisons sont celles que nous avons nous-mêmes élaborées en fonction même de notre expérience syndicale.

- Notre conception de « fraction syndicale » a été abandonnée. Nous n'avons pas de discipline de fraction, mais nous pouvons discuter pour avoir une analyse commune de l'évolution de notre syndicat par exemple.

- Nous ne sommes pas contre une apparition politique des militants syndicaux, mais seulement si elle est bien maîtrisée.

mobilisation et d'autodétermination conduira le peuple bolivien à une souveraineté nationale et populaire complète. L'alliance de Cuba, du Venezuela et de la Bolivie peut être un contrepoids fort à la tendance conciliatrice traditionnelle des nouveaux gouvernements de gauche. Le renforcement d'un projet continental anticapitaliste est, à son tour, le meilleur moyen de préserver les acquis de la révolution cubaine. Mais comme au Venezuela, la clé du succès repose sur l'insertion du peuple organisé dans la transformation du pays.

### Vers le socialisme !

Cette année verra de nouvelles victoires de la gauche. La leçon que l'histoire nous fournit, c'est qu'il n'y a pas de changements structurels sans confrontation entre le peuple et l'oligarchie. L'Amérique latine vit un moment exceptionnel : les peuples poussent à gauche de manière convergente et l'alliance des mouvements sociaux, des indigènes, de la classe ouvrière et des paysans de tous ces pays peut mettre à l'ordre du jour le débat sur la transition au socialisme à l'échelle continentale. Et de plus, le développement de ce processus exemplaire en Amérique a aussi comme rôle historique de donner de l'espoir aux luttes sociales dans les pays impérialistes, luttes qui, en mettant en jeu le capitalisme, allégeront la pression impérialiste sur les pays du Sud, en mettant en avant les intérêts communs des peuples du nord et du sud.

Les peuples travailleurs, seuls intéressés par le socialisme, en prenant appui sur les nouvelles forces politiques révolutionnaires, ont comme tâche de débattre et de construire le « socialisme du XXIe siècle » comme l'appelle Chávez.

En tant que réseau international de socialistes et de révolutionnaires, nous rejoignons ce grand débat international. Nous comprenons la formulation « socialisme du XXIe siècle » comme le rejet des expériences manquées du XXe siècle

: tant le stalinisme de l'Union soviétique, qui a mis fin à la démocratie et l'a noyée dans le sang, que les expériences social-démocrates qui sous le drapeau du socialisme ont soutenu le capitalisme et ont accru les inégalités dans les pays qu'ils gouvernaient. Le « socialisme du XXIe siècle » devra être démocratique, respectueux des débats, féministe, écologiste et autogestionnaire car l'émancipation des peuples sera l'oeuvre des peuples eux-mêmes.

Nous continuons à penser que construire le socialisme signifie fondamentalement mettre un terme à la propriété privée des grands moyens de production, retirer le pouvoir de décider des priorités de la production et du développement aux entrepreneurs capitalistes. Le socialisme, c'est la décision démocratique de l'usage des ressources naturelles, la décision démocratique de ce qui doit être produit, comment et pour qui. Le socialisme c'est aussi un système de valeurs, comme la fraternité, la tolérance, la solidarité, la coopération. Ce socialisme ne naîtra pas du néant et ne sera pas tout nouveau. Revendiquons les actes et les pensées de grands lutteurs comme Marx, Lénine, Trotsky, Gramsci, Rosa Luxembourg, Che Guevara. Et de ceux qui avant l'expansion du capitalisme libéral au monde entier ont combattu pour le bien-être de leurs peuples. Ce furent les Bolívar, Zamora, Zapata, les Martí, Sandino et Farabundo... pour ne citer que ceux qui sont morts en chemin.

« Nous inventons ou nous nous égarons » aimait à dire Simón Rodríguez, le professeur de Bolívar. Nous reprenons cette devise, mais sans déprécier les deux grandes leçons que l'histoire nous a fournies : la révolution russe a été trahie par une couche bureaucratique qui a enlevé le pouvoir au peuple en lutte ; la conciliation avec la classe capitaliste a démontré l'inefficacité de la stratégie réformiste des sociaux-démocrates.

Avec le Che nous disons : « Révolution socialiste ou caricature de révolution ! »

# En quoi la politique du Parti Communiste Allemand est-elle érronée ?

(Lettre à un membre du Parti communiste allemand)

L. Trotsky, 8 décembre 1931

L'Allemagne vit aujourd'hui une de ses plus grandes heures historiques; le destin du peuple allemand, le destin de l'Europe et, dans une large mesure, le destin de toute l'humanité pour les décennies à venir en dépendent. Quand on place une boule au sommet d'une pyramide, une faible poussée suffit à la faire rouler soit à droite soit à gauche. Telle est la situation dont l'Allemagne se rapproche d'heure en heure. Certaines forces veulent que la boule roule à droite et brise les reins de la classe ouvrière. D'autres veulent maintenir la boule au sommet. C'est une utopie. La boule ne peut se maintenir sur la pointe de la pyramide. Les communistes voudraient que la boule roule à gauche et casse les reins du capitalisme. Il ne suffit pas de vouloir, il faut en être capable. Essayons une nouvelle fois d'examiner calmement la situation : la politique que mène actuellement le Comité central du Parti communiste allemand est-elle juste ou fautive ?

## Que veut Hitler ?

Les fascistes augmentent très rapidement. Les communistes augmentent aussi mais

beaucoup plus lentement. Cette croissance des deux pôles extrêmes prouve que la boule ne se maintient au sommet de la pyramide. La croissance rapide des fascistes implique que la boule peut rouler à droite. Cela constitue un immense danger. Hitler cherche à persuader qu'il est contre un coup d'Etat. Pour étrangler une bonne fois pour toutes la démocratie, il prétend arriver au pouvoir par la seule voie démocratique. Peut-on réellement le croire sur parole ? Il est clair que, si les fascistes étaient sûrs d'obtenir par la voie pacifique la majorité absolue des mandats aux prochaines élections, ils préféreraient peut-être cette voie. En fait elle leur est fermée. Il serait stupide de penser que les nazis se développeront pendant une longue période au même rythme qu'aujourd'hui. Tôt ou tard, leur réservoir social sera à sec.

Le fascisme renferme de si terribles contradictions que le moment est proche où le flux cessera de compenser le reflux. Ce moment peut arriver bien avant que les fascistes aient réussi à rassembler plus de la moitié des voix. Il leur sera impossible de s'arrêter car ils n'auront plus rien à espérer. Mais même sans parler de cela, la voie dé-

que des syndicats.

L'une des faiblesses des courants dominants du mouvement ouvrier a été de déduire du constat (juste) de la fonction différente des partis et des syndicats une espèce de "répartition des rôles" (entre partis et syndicats). Aux syndicats : les questions sociales et les conflits sociaux. Aux partis : la politique c'est-à-dire, le plus souvent, les élections.

Ce schéma n'a aucune justification réelle. Mais il a une conséquence doublement négative :

- interdire aux syndicats de s'affronter aux causes de l'exploitation et les cantonner à un rôle visant à limiter les conséquences, les excès ou les dégâts de l'exploitation capitaliste, à limiter leur action dans le cadre du système
- transformer les partis de représentants des aspirations du monde du travail en médiateurs entre le monde du travail et la bourgeoisie, dans le cadre (truqué) des institutions étatiques.

L'une des spécificités du syndicalisme est son caractère (potentiellement) unitaire : même si son rôle est plus vaste et plus ambitieux, son objectif premier et essentiel doit être de rassembler l'ensemble des salariés pour accomplir, dans le meilleur rapport de force possible – donc, dans l'unité – sa mission de défense élémentaire (salaires, protection sociale, condition et temps de travail, etc.). Potentiellement, il doit rassembler sans exclusive les salariés quelles que soient, par ailleurs, leurs convictions philosophiques, religieuses et ... politiques.

A l'opposé, au-delà des différentes conceptions existantes, le parti est un regroupement séparé sur la base d'un programme, c'est-à-dire de propositions politiques particulières mais aussi, bien souvent, d'une conception globale du monde, d'une mémoire historique des leçons de l'évolution historique, etc. Il peut avoir une politique unitaire, une stratégie d'alliance. Mais, sauf à nier le pluralisme politique, il n'a pas pour lui-même une vocation unitaire.

En règle générale, ces différences de nature se traduisent – ou devraient se traduire ...- par des

modes de structuration et de fonctionnement différents : le fédéralisme en ce qui concerne le syndicat ; un degré plus ou moins important de centralisation et de "discipline", dans le cas des partis.

## c) Partis, syndicats et "mouvements sociaux". La spécificité du syndicalisme.

Il existe, on l'a vu, d'autres formes d'organisations du mouvement ouvrier et populaire, dans des domaines précis ou représentant des secteurs de la population en lutte pour leurs revendications spécifiques : droits des chômeurs, immigration, logement, droits de minorités sexuelles. Cette liste est évidemment non exhaustive...

Au-delà de ces fronts de lutte « partiels », sous des formes organisationnelles variées, selon les pays et les époques, la lutte contre la surexploitation et l'oppression des femmes a également donné lieu au développement de structures spécifiques. L'analyse, portée par la LCR et la IV<sup>e</sup> Internationale, des racines de l'oppression des femmes fonde la dimension stratégique d'un mouvement autonome des femmes.

La spécificité du syndicalisme est de regrouper ses adhérents sur la (seule) base de leur appartenance sociale (au salariat), c'est-à-dire de leur place dans le processus de production, au sein de la contradiction fondamentale de la société entre capital et travail.

## Partie 3

# Partis et syndicats

### Les différents niveaux de la conscience de classe

Les luttes ouvrières, les leçons qui en sont tirées par les militants, les débats qu'elles suscitent au sein du mouvement ouvrier se traduisent par la création de différentes structures d'organisation qui correspondent à la fois à la volonté de répondre à des questions de nature différente et à des niveaux de conscience différents.

- Lors d'une grève ou d'un conflit, par exemple, les salariés tendent à se doter d'instruments pour mener la lutte : assemblées générales, comités de grève, piquets de grèves, etc. Ces structures, par définition, sont éphémères et ne durent que le temps de la lutte.

- La création et la construction de syndicats correspond à la volonté de s'organiser en permanence pour faire respecter ses droits et assurer la confrontation avec le(s) patron(s).

- Le syndicalisme confédéré – ou à vocation confédérale – correspond à la prise de conscience que la lutte n'oppose pas seulement les salariés à leur patron mais, tendanciellement, l'ensemble des salariés à l'ensemble des patrons.

- La création de partis correspond à la prise de conscience de la nécessité de donner un débouché politique, sur le plan plus global d'un changement de société, aux aspirations et aux luttes ouvrières.

- La construction d'un parti révolutionnaire correspond à la prise de conscience de " l'actualité de la révolution " - l'idée que le monde est entré dans " l'époque des guerres et des révolutions " - et, en conséquence, de l'importance des clivages stratégiques, pas seulement pour les périodes relativement courtes –et rares – d'affrontement révolutionnaire, mais aussi pour les

luttes plus quotidiennes et les situations plus « ordinaires ». Dans quelle mesure et dans quelles circonstances ce clivage est important est naturellement un sujet de débat ...

### Partis et syndicats :

Syndicats et partis (ouvriers) sont effectivement deux formes d'organisation des travailleurs. Ce ne sont d'ailleurs pas les seules : associations, mutuelles, etc.

Ce qui les différencie est une différence de fonctionnalité et non de domaine de compétence, de thèmes de prédilection ou de terrain d'intervention.

Aucune question n'est interdite, par nature ou par principe, ni au(x) syndicat(s) ni aux parti(s).

D'une certaine manière, en se confrontant au patronat et, en particulier à l'Etat-patron, les syndicats sont amenés à intervenir sur le terrain politique. S'ils n'ont évidemment pas à moduler leurs revendications en fonction de la couleur politique du gouvernement, ils sont forcément tributaires, pour l'action syndicale et revendicative, des orientations politiques des pouvoirs publics. Et, en conséquence, ils peuvent être amenés, dans certaines circonstances et en toute indépendance, à tenter de peser sur le jeu politique, y compris lors des échéances électorales. Plus généralement, la nécessité d'assurer la pérennité des conquêtes sociales, voire de traduire les aspirations ouvrières sur le plan d'un changement global de société, peut logiquement conduire le syndicat à se confronter aux questions politiques. La Charte d'Amiens attribue au syndicalisme " une double besogne, quotidienne et d'avenir ".

Réciproquement, les partis politiques, surtout lorsqu'ils se réclament du mouvement ouvrier et du socialisme, sont légitimes à intervenir sur les questions quotidiennes des luttes ouvrières, les contenus revendicatifs, les stratégies d'action, dans le respect de l'autonomie et du rôle spécifi-

ocratique est barrée aux fascistes. La croissance formidable des antagonismes politiques dans le pays et, surtout, l'agitation des bandits fascistes auront forcément pour conséquence que plus les fascistes seront près de la majorité, plus l'atmosphère sera chauffée à blanc et plus les escarmouches et les combats se multiplieront. Dans cette perspective, la guerre civile est absolument inévitable. La question de la prise du pouvoir par les fascistes se résoudra non par un vote mais par la guerre civile que les fascistes préparent et provoquent.

Peut-on imaginer un seul instant qu'Hitler et ses conseillers ne le comprennent pas et ne le prévoient pas ? Ce serait les prendre pour des imbéciles. Il n'y a pas de plus grand crime en politique que de compter sur la bêtise d'un ennemi puissant. Puisque Hitler ne peut pas ne pas comprendre que le chemin du pouvoir passe par une guerre civile très dure, ses discours sur la voie démocratique et pacifique ne sont donc qu'une couverture, c'est-à-dire une ruse de guerre. Il faut d'autant plus être sur ses gardes.

### Que cache la ruse de guerre d'Hitler?

Son calcul est tout à fait clair et évident : il cherche à endormir l'adversaire avec la perspective plus lointaine de la croissance parlementaire des nazis, pour porter au moment favorable un coup mortel à l'adversaire que l'on aura endormi. Il est tout à fait possible que l'admiration d'Hitler pour le parlementarisme démocratique doive l'aider à réaliser dans un proche avenir une coalition où les fascistes occuperont les postes les plus importants et qu'ils s'en servent... pour un coup d'Etat. En effet, il est plus qu'évident que la coalition du centre avec les fascistes serait non une étape vers la solution " démocratique " de la question, mais servirait de tremplin à un coup d'Etat dans les conditions les plus favorables pour le fascisme.

## Il faut viser près

Tout prouve que le dénouement, même indépendamment de la volonté de l'état-major fasciste, se produira dans le courant des prochains mois, si ce n'est des prochaines semaines. Cette circonstance a une énorme importance pour l'élaboration d'une politique juste. Si on admet que les fascistes vont prendre le pouvoir dans deux ou trois mois, il sera dix fois plus difficile de se battre contre eux l'année prochaine, que cette année. Les plans révolutionnaires de toutes sortes, élaborés pour deux, trois ou cinq ans à l'avance, ne sont qu'un bavardage pitoyable et honteux, si la classe ouvrière laisse les fascistes arriver au pouvoir dans les deux, trois ou cinq prochains mois. Le facteur temps dans les opérations militaires, comme en politique lors des crises révolutionnaires, a une importance décisive. Pour illustrer cette idée, prenons un exemple. Hugo Urbahns qui se considère comme un " communiste de gauche ", déclare que le Parti communiste allemand a fait faillite, qu'il est mort politiquement, et il propose de construire un nouveau parti. Si Urbahns avait raison, cela signifierait que la victoire des fascistes est assurée, car il faut des années pour créer un nouveau parti (de plus, il n'est absolument pas prouvé que le parti d'Urbahns sera meilleur que celui de Thaelmann : quand Urbahns était à la tête du parti, il n'y avait pas moins d'erreurs).

Si le fascisme conquerrait effectivement le pouvoir, cela signifierait non seulement la liquidation physique du Parti communiste, mais aussi sa faillite politique complète. Les millions d'ouvriers qui forment le prolétariat ne pardonneraient jamais à l'Internationale communiste et à sa section allemande une défaite honteuse, infligée par des bandes de poussières humaines. C'est pourquoi l'arrivée des fascistes au pouvoir rendrait, selon toute vraisemblance, nécessaire la création d'un nouveau parti révolutionnaire et d'une nouvelle internationale. Ce serait une effroyable catastrophe historique. Seuls de vérita-

bles liquidateurs, ceux qui, se réfugiant derrière des phrases creuses, se préparent en fait à capituler lâchement avant le combat, considèrent dès maintenant que tout cela est inévitable. Nous, bolcheviks-léninistes, que les staliniens qualifient de “ trotskystes ”, n’avons rien de commun avec ces gens-là. Nous sommes fermement persuadés que la victoire sur les fascistes est possible non après leur arrivée au pouvoir, non après cinq, dix ou vingt ans de leur domination, mais aujourd’hui, dans la situation actuelle, dans les mois ou les semaines à venir.

## **Thaelmann considère que la victoire du fascisme est inévitable.**

Pour vaincre, il faut une politique juste. Cela implique en particulier qu’il faut une politique adaptée à la situation présente, au regroupement actuel des forces, et non calculée pour une situation qui doit arriver dans un, deux ou trois ans, quand la question du pouvoir sera depuis longtemps résolue. Tout le malheur vient de ce que la politique du Comité central du Parti communiste allemand est fondée, en partie consciemment, en partie inconsciemment, sur la reconnaissance du caractère inévitable de la victoire du fascisme. En effet, dans son appel pour le “ front unique rouge ”, publié le 29 novembre, le Comité central du Parti communiste allemand part de l’idée qu’il est impossible de vaincre le fascisme, sans avoir vaincu au préalable la social-démocratie allemande.

Cette idée, Thaelmann la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste? A l’échelle historique, elle est absolument vraie. Mais cela ne signifie pas du tout que l’on peut résoudre les questions à l’ordre du jour grâce à elle, c’est-à-dire en se contentant de la répéter. Cette idée, juste du point de vue de la stratégie révolutionnaire dans son ensemble, devient un mensonge, et même un mensonge réactionnaire

une fois traduite dans le langage de la tactique. Est-il vrai que pour faire disparaître le chômage et la misère il faut détruire au préalable le capitalisme ? C’est vrai. Mais seul le dernier des imbéciles en tirera la conclusion que nous ne devons pas nous battre aujourd’hui de toutes nos forces contre les mesures qui permettent au capitalisme d’augmenter la misère des ouvriers. Peut-on espérer que le Parti communiste renversera la social-démocratie et le fascisme dans les prochains mois?

Aucun homme de bon sens, qui sait lire et compter, ne se risquerait à une telle affirmation. Politiquement, la question se pose ainsi : peut-on aujourd’hui, dans le courant des prochains mois, c’est-à-dire malgré la présence de la social-démocratie, malheureusement encore très puissante bien qu’affaiblie, opposer une résistance victorieuse à l’attaque du fascisme ? Le Comité central du Parti communiste allemand répond négativement. En d’autres termes, Thaelmann considère la victoire du fascisme comme inévitable.

## **Revenons sur l’expérience russe !**

Pour présenter mon idée le plus clairement et le plus concrètement possible, je vais reprendre l’expérience du soulèvement de Kornilov. Le 26 août 1917 (ancien calendrier, le général Komilov lance un détachement de cosaques et une division sauvage sur Pétrograd. Au pouvoir il y avait Kérenski commis de la bourgeoisie et pour les trois quarts allié de Kornilov. Lénine se trouvait dans la clandestinité, accusé d’être au service des Hohenzollem ; à cette époque, j’étais enfermé sous la même accusation dans une cellule de la “ Kresty ”. Quelle fut alors l’attitude des bolcheviks ? Ils acaient aussi le droit de dire : “ pour vaincre la bande à Kornilov, il faut vaincre la bande à Kérensky “. Ils le dirent plus d’une fois, car c’était correct et nécessaire pour propagande future.

## **“ Classe en soi ” et “ classe pour soi ” : existence sociale et conscience ; le processus contradictoire de formation de la conscience de classe**

Traditionnellement, les théoriciens du mouvement ouvrier (notamment Marx) distinguent donc :

- la “ classe en soi ”, c’est-à-dire la classe ouvrière telle que la produit le capitalisme, simple force de travail objet de l’exploitation. Sans conscience d’elle-même ni de ses intérêts historiques. Partageant les idées, les valeurs et les conceptions de la classe dominante (les capitalistes).

- la “ classe pour soi ” : la domination idéologique de la bourgeoisie ne conserve pas éternellement cette efficacité. Elle entre en crise au fur et à mesure que le système économique lui-même entre en crise. C’est cela qui ouvre la possibilité de l’émergence d’une classe ouvrière comme sujet, comme acteur, consciente de ses intérêts immédiats et à plus long terme, du système qui l’exploite et qui l’opprime et, partant de l’antagonisme qui l’oppose à la classe capitaliste et de la nécessité d’une autre société.

Cela signifie que le passage de la classe en soi à la classe pour soi est un phénomène conscient, que c’est l’enjeu du combat politique. Il y a donc une part d’idéologie, de politique. Mais, pour le marxisme, ce passage repose sur une réalité sociale objective : l’existence de classes sociales, la réalité de la classe ouvrière.

## **Importance de l’expérience pratique / lutte économique et lutte politique**

Le processus qui va permettre le passage de la classe en soi à la classe pour soi, c’est l’expérience pratique, l’expérience de la lutte sociale et

politique, la “ praxis révolutionnaire ”.

C’est à travers l’expérience de la lutte (pour améliorer ses conditions d’existence et de travail, voire pour sa survie) que la classe ouvrière va acquérir progressivement une conscience de sa situation, de l’état de la société, de l’existence et de la réalité de ses adversaires, de la nature du système qui l’exploite et de la nécessité de le transformer.

Cela a, au moins, trois conséquences :

- Les moments privilégiés de transformation de la conscience des travailleurs sont les moments de grandes luttes de masse (grèves générales, situations prérévolutionnaires, etc.). Ce sont les moments où l’habitude de l’obéissance, le fait de considérer l’ordre social comme naturel et immuable s’estompent ; les gens changent plus en quelques jours d’effervescence politique ou sociale qu’en des années de routine ...

- Ces moments ne durent pas. La conscience politique reflue avec le reflux des mobilisations. D’où l’importance de l’organisation qui cristallise la conscience de classe la plus avancée, organise ceux qui sont acquis à l’idée d’une lutte prolongée, qui conserve la mémoire et les leçons des luttes passées. Le syndicat correspond à la prise de conscience du caractère prolongé, permanent de la lutte. Le parti – notamment le parti révolutionnaire – correspond à la volonté de maintenir vivantes les leçons des confrontations révolutionnaires, de ne pas repartir à zéro à chaque fois ...

- Si le moteur principal des transformations de la conscience de classe sont l’expérience pratique de la lutte, cela fixe les enjeux et, surtout, les limites de l’interventions des organisations politiques, y compris du (des) parti(s) révolutionnaire(s). Par son intervention propre, la diffusion de ses idées, la lutte idéologique et la “ propagande ”, un parti peut convaincre des individus. Mais convaincre de larges masses ne peut se faire uniquement par le débat d’idées, il faut l’expérience de la lutte collective.



condition nécessaire pour en finir avec les oppressions. Mais rien ne prouve qu'elle soit une condition suffisante. Un combat politique, idéologique, d'éducation restera nécessaire.

Pour autant, la lutte de classe conserve un aspect central.

---

## Partie 2

# Classe ouvrière et conscience de classe

---

### La classe ouvrière sous le capitalisme : exploitation et aliénation

---

Sous le capitalisme (propriété privée des moyens de production et d'échange, concurrence généralisée entre entrepreneurs, concurrence généralisée entre salariés sur le marché du travail, existence d'un état qui n'est pas neutre mais exprime sur le plan politique la domination de la classe capitaliste c'est-à-dire de ceux qui possèdent les moyens de production, etc.), la classe ouvrière est non seulement exploitée dans le cadre des rapports de production mais également dominée dans tous les domaines de la vie sociale. Et, particulier, dans le domaine idéologique : les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. Toute une série d'institutions et d'appareils contribuent à cette domination : appareil répressif, armée, école (d'une certaine manière), famille, appareil judiciaire, religions, presse et médias, institutions de représentation politique (parlement, état), etc.

Mais le cœur de la domination, y compris idéologique, se situe dans l'entreprise : c'est le

lieu qui, par essence, échappe à toute démocratie. D'une part, l'ensemble des décisions qui y sont prises est hors de portée des salariés et sont l'apanage exclusif du capital et de ses relais (actionnaires, management, hiérarchie, etc.). D'autre part, le travail salarié sous le capitalisme est, en tant que tel, l'apprentissage de l'obéissance. Cela peut prendre des formes différentes : de la " discipline de la fabrique " aux processus " d'implication des salariés ". Mais, jamais les salariés ne sont conviés à décider sur les choix importants : que produire ? Pourquoi produire ? Dans quelles conditions ? A quel coût ? Avec quel salaire ? Même dans les sociétés les plus démocratiques, l'entreprise reste le domaine de l'absolutisme patronal.

De ce point de vue, la situation de la classe ouvrière sous le capitalisme diffère de celle des autres classes émergentes sous d'autres systèmes de domination de classe (cf. la bourgeoisie sous l'Ancien régime). La Révolution française, par exemple, matérialise la prise de pouvoir politique de la bourgeoisie (au détriment de l'aristocratie). Mais la bourgeoisie avait déjà le pouvoir économique ; ses idées étaient déjà – au moins partiellement – les idées dominantes, etc. Rien de tel pour la classe ouvrière ...

Les seules forces de la classe ouvrière sont le nombre et sa place dans le processus de production. Encore faut-il qu'elles puissent s'exprimer : cela suppose qu'elle soit organisée. Et, de fait, l'histoire de la classe ouvrière est celle du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de son effort constant pour s'organiser, à travers différentes structures dont les partis et les syndicats sont les principales.

Mais c'était absolument insuffisant pour résister à Kornilov le 26 août et les jours qui suivirent, et l'empêcher d'égorger le prolétariat de Péetrograd. C'est pourquoi les bolcheviks ne se contentèrent pas de lancer un appel général aux ouvriers et aux soldats : " Rompez avec les conciliateurs, et soutenez le front unique rouge des bolcheviks ! " Non, les bolcheviks proposèrent aux socialistes révolutionnaires et aux mencheviks un front unique de combat, et créèrent avec eux des organisations communes pour la lutte. Cela était-il correct ou incorrect ? Que Thaelmann me réponde. Pour montrer encore plus clairement comment se présentait le front unique, j'évoquerai l'épisode suivant : libéré de prison grâce à une caution versée par les organisations syndicales, je me rendis directement de ma cellule à une session du Comité de défense populaire, où avec le menchevik Dan et le socialiste révolutionnaire Gots, qui étaient les alliés de Kérénsky et qui m'avaient maintenu en prison, j'examinai et résolus les problèmes de la lutte contre Kornilov. Cela était-il correct ou incorrect ? Que Remmele me réponde.

### Brüning est-il un " moindre mal " ?

---

La social-démocratie soutient Brüning, vote pour lui, assume la responsabilité de sa politique devant les masses, en se fondant sur l'affirmation que le gouvernement Brüning est un " moindre mal ". C'est ce point de vue que le Rote Fahne essaie de m'attribuer, sous prétexte que j'ai protesté contre la participation stupide et honteuse des communistes au référendum d'Hitler. Mais est-ce que l'opposition de gauche allemande, et moi en particulier, avons demandé que les communistes votent pour Brüning et lui apportent leur soutien ? Nous, marxistes, considérons Brüning et Hitler ainsi que Braun comme les représentants d'un seul et même système. La question de savoir qui d'entre eux est un "

moindre mal " est dépourvue de sens, car leur système, contre lequel nous nous battons, a besoin de tous ses éléments. Mais aujourd'hui, ces éléments sont en conflit, et le parti du prolétariat doit absolument utiliser ce conflit dans l'intérêt de la révolution.

Dans une gamme il y a sept notes. Se demander quelle note est la " meilleure ", do, ré ou sol, n'a pas de sens. Cependant, le musicien doit savoir quand et sur quelle touche frapper. Se demander abstraitement qui, de Brüning ou Hitler est le moindre mal est tout aussi dépourvu de sens. Mais il faut savoir sur laquelle de ces touches frapper. C'est clair ? Pour ceux qui ne comprennent pas, prenons encore un exemple. Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est un " moindre mal " en comparaison du revolver.

Le malheur veut que les chefs du Parti communiste allemand se soient placés sur le même terrain que la social-démocratie, en se contentant d'inverser les signes : la social-démocratie vote pour Brüning, en le qualifiant de moindre mal ; les communistes qui refusent absolument de faire confiance à Brüning et à Braun (et ils ont tout à fait raison), sont descendus dans la rue pour soutenir le référendum d'Hitler, c'est-à-dire la tentative des fascistes pour renverser Brüning. Par là, ils ont reconnu qu'Hitler était un moindre mal, car une victoire au référendum amènerait au pouvoir Hitler et non le prolétariat. A vrai dire, on est un peu gêné d'expliquer une chose aussi élémentaire ! Il est mauvais, très mauvais que des musiciens comme Remmele, au lieu de distinguer les notes, jouent du piano avec leurs bottes.

## **Il ne s'agit pas des ouvriers qui ont quitté la social-démocratie mais de ceux qui y restent**

Des milliers -et des milliers de Noske, de Wels et d'Hilferding préféreront en fin de compte le fascisme au communisme. Mais pour cela ils doivent rompre définitivement avec les ouvriers - ce qu'ils n'ont pas encore fait aujourd'hui. La social-démocratie avec tous ses antagonismes internes entrent aujourd'hui dans un conflit aigu avec les fascistes. Notre tâche est d'utiliser ce conflit et non de réconcilier au moment crucial les deux adversaires contre nous.

Maintenant, il faut se retourner contre le fascisme en formant un seul front. Et ce front de lutte directe contre le fascisme, commun à tout le prolétariat, il faut l'utiliser pour une attaque de flanc, mais d'autant plus efficace contre la social-démocratie.

Il faut montrer dans les faits le plus grand empressément à conclure avec les sociaux-démocrates un bloc contre les fascistes partout où ils sont prêts à adhérer à ce bloc. Quand on dit aux ouvriers sociaux-démocrates : " Abandonnez vos chefs et rejoignez notre front unique en dehors de tout parti ", on ne fait qu'ajouter une phrase creuse à des milliers d'autres. Il faut savoir détacher les ouvriers de leurs chefs dans l'action. Et l'action maintenant, c'est la lutte contre le fascisme.

Il ne fait aucun doute qu'il y a et qu'il y aura des ouvriers sociaux-démocrates prêts à se battre contre le fascisme au coude à coude avec les ouvriers communistes, et cela indépendamment et même contre la volonté des organisations sociales-démocrates. Evidemment, il faut établir les liens les plus étroits possibles avec ces ouvriers d'avant-garde. Mais pour le moment, ils sont peu nombreux. L'ouvrier allemand est éduqué dans un esprit d'organisation et de discipline. Cela a ses côtés forts et ses côtés faibles. La majorité

écrasante des ouvriers sociaux-démocrates veut se battre contre les fascistes mais, pour le moment encore, uniquement avec son organisation. Il est impossible de sauter cette étape. Nous devons aider les ouvriers ~ sociaux-démocrates à vérifier dans les faits - dans une situation nouvelle et exceptionnelle -, ce que valent leurs organisations et leurs chefs, quand il s'agit de la vie ou de la mort de la classe ouvrière.

## **Il faut imposer à la social-démocratie le bloc contre les fascistes**

Le malheur veut qu'il y ait dans le Comité central du Parti communiste de nombreux opportunistes terrorisés. Ils ont entendu dire que l'opportunisme, c'était l'amour pour les blocs.

C'est pourquoi ils sont contre les blocs. Ils ne comprennent pas la différence qui peut exister entre un arrangement au niveau parlementaire et un accord de combat, même le plus modeste, à propos d'une grève ou de la protection des ouvriers typographes contre les bandes fascistes.

Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclus par le parti révolutionnaire avec la social-démocratie servent, en règle générale, la social-démocratie. Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au profit du parti révolutionnaire. Le Comité anglo-russe était une forme inadmissible de bloc entre deux directions, sur une plate-forme politique commune, imprécis trompeuse et qui n'obligeait à aucune action. Maintenir ce bloc pendant la grève générale où le Conseil général jouait le rôle de briseur de grève, revenait pour les staliniens à mener une politique de trahison.

Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément,

des objectifs de notre combat politique.

## **La réalité de la classe ouvrière aujourd'hui**

Les théories sur la « disparition de la classe ouvrière » ne reposent sur aucune réalité chiffrée.

Les statistiques de l'INSEE sont éclairantes, même si la définition des « catégories socioprofessionnelles » utilisées ne recoupe pas exactement la définition marxiste des classes.

Les « ouvriers » au sens le plus restrictif sont aujourd'hui près de 7 millions en France, soit à peu près le quart de la population active. Les employés sont environ 7,8 millions soit plus de 28% de la population active. A quoi s'ajoutent les chômeurs, les retraités et une bonne partie de ce que l'INSEE définit comme « cadres » ou « professions intermédiaires ».

Au total le salariat, la classe ouvrière au sens large, représente entre 70 et 80% de la population adulte. C'est donc encore - et de loin ! - la force sociale majoritaire dans la société. Nous sommes donc très loin de sa « disparition ».

La difficulté n'est donc pas sociologique, mais sociale et surtout politique. La classe ouvrière aujourd'hui n'apparaît pas (plus) comme un acteur politique et social. C'est du essentiellement à son éclatement entre travailleurs du secteur public et privé, entre travailleurs à statuts et précaires (CDI / CDD / Intérimaires), entre actifs et chômeurs, entre travailleurs qualifiés et pas qualifiés, entre hommes et femmes, entre français et immigrés.

L'éclatement et la division de la classe ouvrière se sont considérablement accrus depuis la crise mondiale des années 70. Il n'y a pas eu d'âge d'or de la classe ouvrière : elle a toujours été hétérogène et socialement divisée. Mais le mouvement ouvrier (syndicats et partis) assurait une certaine unité, une certaine identification collective, la conscience d'appartenir à une même catégorie

sociale, occupant la même place dans les rapports de production et d'exploitation, porteuse d'un même projet de transformation de la société, unie par une même solidarité...

Le principal problème aujourd'hui c'est la crise du mouvement ouvrier comme expression collective du salariat, de son organisation et de son projet de transformation de la société.

## **la lutte de classe et les autres conflits « structurants »**

La lutte de classe (conflit entre le travail et le capital, lutte collective contre le patronat et l'état à son service) continue aujourd'hui de structurer les luttes politiques et sociales.

Les différentes oppressions ne se réduisent pas à l'exploitation capitaliste même si ces formes d'oppressions sont largement déterminées par elle.

Les « nouveaux mouvements sociaux » ont imposé l'idée que la résistance au système et la lutte pour une autre société ne se limitait pas à la lutte « patrons-ouvriers », qu'il y avait d'autres champs de lutte et qu'il n'était pas juste d'établir une hiérarchisation ou une subordination entre les fronts de lutte.

Le développement du mouvement féministe, en particulier, a conduit à de nouvelles approches reconnaissant l'autonomie des mouvements, le refus de les subordonner aux partis ou plus globalement au « mouvement ouvrier ».

Cette approche, que nous soutenons, repose sur 3 constats principaux :

- les diverses oppressions (notamment l'oppression des femmes) ne sont pas réductibles à l'exploitation capitaliste ni même à la division de la société en classes sociales.
- Le mouvement ouvrier s'est avéré incapable de reprendre à son compte ces aspirations et ces revendications.
- Une révolution sociale (socialiste) est une

# Classe ouvrière, conscience de classe, parti(s) et syndicat(s)

## Partie 1 La classe ouvrière

Historiquement, dans la réflexion du mouvement ouvrier, il y a un lien fort entre la place de la classe ouvrière et la lutte pour le socialisme.

### Qu'est-ce que la classe ouvrière ?

Il y a eu de nombreux débats autour de la définition de la classe ouvrière. Par exemple, très longtemps le PCF a donné une définition très restrictive de la classe ouvrière : les salariés de l'industrie, « producteurs de plus-value ».

Dans les années 60 on trouve différentes définitions sur des secteurs particuliers du salariat : on parle de « nouvelle classe ouvrière » concernant les « techniciens » censés être moins sensibles aux revendications dites quantitatives (les salaires) et plus sensibles aux revendications dites qualitatives (contrôle sur la production, autogestion).

Dans les années 70, 80 et 90 d'autres théories ont mis l'accent sur le rôle des couches

les plus exploitées du salariat (ouvriers immigrés, chômeurs, précaires). Ces théories se sont essentiellement développées en Italie (Ouvrier-masse, multitude).

Le débat autour de la définition de la classe ouvrière reste ouvert aussi bien chez les sociologues que chez les militants.

Une conception s'est dégagée, largement partagée dans notre organisation.

Pour nous la classe ouvrière, le prolétariat au sens « large » regroupe l'ensemble ou, du moins, la quasi totalité des salariés, de ceux et celles qui ne vivent que de la vente de leur force du travail, ceux et celles qui en ont vécu (les retraités), ceux et celles qui ont vocation à le faire (chômeurs, jeunes en formation...).

Nous ne pensons pas que toutes les catégories représentant la classe ouvrière ont le même poids social et politique, la même place dans les luttes et la stratégie révolutionnaire (grandes concentrations ouvrières riches de traditions de luttes // petites concentrations, sans histoire de luttes). Notre définition large de la classe ouvrière va de pair avec la reconnaissance de l'hétérogénéité de cette classe ouvrière et donc de la nécessité de prendre en compte sa diversité et ses contradictions. Pour nous, l'unité de la classe ouvrière n'est pas « naturelle » mais une construction consciente qui est un

frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. A la seule condition de ne pas se lier les mains.

Enfin, il faut rapidement mettre au point un ensemble pratique de mesures, non dans le but de « démasquer » la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but de lutter effectivement contre le fascisme. Ce programme doit porter sur la protection des usines, la liberté d'action des comités d'usine, sur l'intangibilité des organisations et des institutions ouvrières, la question des dépôts d'armes dont peuvent s'emparer les fascistes, sur les mesures à prendre en cas de danger, c'est-à-dire sur les actions militantes des détachements communistes sociaux-démocrates, etc.

Dans la lutte contre le fascisme une place immense revient aux comités d'usine. Il faut sur ce point un programme d'action particulièrement soigné. Chaque usine doit se transformer en une forteresse antifasciste avec son commandant et ses équipes de combat. Il faut se procurer le plan des casernes et des autres foyers fascistes dans chaque ville, dans chaque district. Les fascistes essaient d'encercler les foyers révolutionnaires. Il faut encercler l'encercler. L'accord sur ce terrain avec les organisations sociales-démocrates et syndicales est non seulement admissible mais encore obligatoire. Le refuser au nom de considérations « de principe » (en fait, par bêtise bureaucratique ou, pire encore, par lâcheté) revient à aider directement le fascisme.

Nous proposons dès novembre 1930, c'est-à-dire il y a un an, un programme pratique d'accord avec les ouvriers sociaux-démocrates. Qu'a-t-il été fait dans cette direction ? Presque rien. Le Comité central du Parti communiste s'occupa de tout sauf de ce qui constituait sa tâche immédiate. Que de temps précieux a-t-on perdu ! A vrai dire, il n'en reste pas beaucoup. Le programme d'action doit être purement pratique, purement

concret, sans aucune « exigence » artificielle, sans aucune arrière-pensée, pour que tout ouvrier social-démocrate moyen puisse se dire : ce que proposent les communistes est absolument indispensable pour la lutte contre le fascisme. Sur cette base, il faut entraîner par l'exemple les ouvriers sociaux-démocrates et critiquer leurs chefs qui, inévitablement, s'opposent et freineront le mouvement. C'est seulement sur cette voie qu'est possible la victoire.

## Une bonne citation de Lénine

Les épigones actuels, c'est-à-dire les très mauvais disciples de Lénine, aiment à combler leurs lacunes à tout propos par des citations qui, bien souvent, ne sont pas du tout appropriées. Pour un marxiste, ce n'est pas la citation mais la méthode correcte qui permet de résoudre la question. Mais à l'aide d'une méthode correcte, il n'est pas difficile de trouver aussi la citation qui convient. En introduisant tout à l'heure l'analogie avec le soulèvement de Kornilov, je me suis dit : on peut certainement trouver dans Lénine une interprétation théorique de notre bloc avec les conciliateurs dans la lutte contre Kornilov. Et effectivement, dans la deuxième partie du tome XIV de l'édition russe, j'ai trouvé les lignes suivantes dans une lettre de Lénine au Comité central, datant du début de septembre 1917 :

*Même maintenant, nous ne devons pas soutenir le gouvernement de Kérénsky. Ce serait manquer à nos principes. On demandera : ne faut-il donc pas se battre contre Kornilov. Evidemment que si. Mais ce n'est pas la même chose, il y a une limite entre les deux ; et cette limite, certains bolcheviks la franchissent, en cédant à l'esprit de « conciliation », et en se laissant entraîner par le flot des événements. Nous faisons et nous continuerons à faire la guerre à Kornilov, mais nous ne soutenons pas Kérénsky, nous*

dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a là une différence. Une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit oublier. En quoi consiste donc la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ? En ce que nous modifions la forme de notre lutte contre Kérénsky. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut tenir compte du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattons maintenant d'une autre façon et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la faiblesse et les hésitations de Kérénsky.

Nous ne proposons rien d'autre : totale indépendance de l'organisation communiste et de sa presse, complète liberté de la critique communiste, même en ce qui concerne la social-démocratie et les syndicats. Seuls les opportunistes les plus méprisables peuvent admettre l'aliénation de la liberté du Parti communiste (par exemple, par l'adhésion au Kuomintang). Nous n'en faisons pas partie.

Nous ne devons rien retirer à notre critique de la social-démocratie. Nous ne devons rien oublier du passé. Nous réglerons en temps voulu tous nos comptes historiques, et, parmi eux, notre compte pour Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. De la même manière, nous, bolcheviks russes, avons finalement présenté une note globale aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires pour les persécutions, les calomnies, les arrestations, les meurtres des ouvriers, des soldats et des paysans.

Mais nous avons présenté cette note deux mois après avoir utilisé les règlements de compte particuliers entre Kérénsky et Kornilov, entre les "démocrates" et les fascistes, pour repousser plus sûrement les fascistes. C'est seulement grâce à cela que nous avons vaincu.

Si le Comité central du Parti communiste allemand fait sienne la position qui est exprimée dans la citation de Lénine, toute l'attitude envers les masses sociales-démocrates et les organisations syndicales, changera immédiatement : au lieu des articles et des discours qui ne sont convaincants que pour ceux qui sont déjà convaincus par ailleurs, les agitateurs trouveront un langage commun avec de nouvelles centaines de milliers et de millions d'ouvriers. La différenciation au sein de la social-démocratie s'accéléra. Les fascistes sentiront bientôt qu'il ne s'agit plus de tromper Brüning, Braun et Wels, mais d'accepter la lutte ouverte avec toute la classe ouvrière. Une profonde différenciation au sein du fascisme se produira inévitablement sur cette base. Seule cette voie rend la victoire possible.

Mais il faut vouloir cette victoire. Or, parmi les fonctionnaires communistes il y a pas mal, hélas, de carriéristes peureux et de bonzes, qui chérissent leur petite place, leur salaire, et encore plus leur peau. Ces individus sont très enclins à faire parade de phrases ultra-gauches, qui dissimulent un fatalisme pitoyable et méprisable. " On ne peut pas se battre contre le fascisme, sans avoir vaincu la social-démocratie ! " - dit le farouche révolutionnaire et..., il se prépare un passeport pour l'étranger.

Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable, sur vos crânes et vos échine. Le salut se trouve uniquement dans une lutte sans merci. Seul le rapprochement dans la lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes, car il vous reste peu de temps !

8 décembre 1931.

*"La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l'armée permanente et le fonctionnarisme d'Etat."*

Seule une infime minorité de la paysannerie ainsi que des autres couches de la petite bourgeoisie s'"élève", "arrive" au sens bourgeois du mot, c'est-à-dire que seuls quelques individus deviennent ou des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires nantis et privilégiés. L'immense majorité des paysans, dans tout pays capitaliste où il existe une paysannerie (et ces pays sont en majorité), sont opprimés par le gouvernement et aspirent à le renverser; ils aspirent à un gouvernement "à bon marché". Le prolétariat peut seul, s'acquitter de cette tâche et, en l'exécutant, il fait du même coup un pas vers la réorganisation socialiste de l'Etat.



toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un "pouvoir spécial" de répression ! C'est en ce sens que l'Etat commence à s'éteindre. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches; et plus les fonctions du pouvoir d'Etat sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.

A cet égard, une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de tous les fonctionnaires au niveau des "salaires d'ouvriers". C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'Etat en tant que "pouvoir spécial" destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le pouvoir général de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément sur ce point, particulièrement frappant et le plus important peut-être en ce qui concerne la question de l'Etat, que les enseignements de Marx sont le plus oubliés ! Les commentaires de vulgarisation — ils sont innombrables — n'en parlent pas. Il est "d'usage" de taire cela comme une "naïveté" qui a fait son temps, à la manière des chrétiens qui, une fois leur culte devenu religion d'Etat, ont "oublié" les "naïvetés" du christianisme primitif avec son esprit révolutionnaire démocratique.

La réduction du traitement des hauts fonctionnaires de l'Etat apparaît "simplement" comme la revendication d'un démocratisme naïf, primitif. Un des "fondateurs" de l'opportunisme mo-

derne, l'ex-social-démocrate Ed. Bernstein, s'est maintes fois exercé à répéter les plates railleries bourgeoises contre le démocratisme "primitif". Comme tous les opportunistes, comme les kautskistes de nos jours, il n'a pas du tout compris, premièrement, qu'il est impossible de passer du capitalisme au socialisme sans un certain "retour" au démocratisme "primitif" (car enfin, comment s'y prendre autrement pour faire en sorte que les fonctions de l'Etat soient exercées par la majorité, par la totalité de la population ?) et, deuxièmement, que le "démocratisme primitif" basé sur le capitalisme et la culture capitaliste n'est pas le démocratisme primitif des époques anciennes ou précapitalistes. La culture capitaliste a créé la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et, sur cette base l'immense majorité des fonctions du vieux "pouvoir d'Etat" se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple "salaire d'ouvrier"; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, "hiérarchique".

Electivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal "salaire d'ouvrier", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi", qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme. Ces mesures concernent la réorganisation de l'Etat, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de l'"expropriation des expropriateurs", c'est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

## Grève Générale

# Les problèmes fondamentaux de la grève générale

Alain Tondeur, *La Gauche, Journal de la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale*, 15 mai 1980

La grève générale constitue le modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés. C'est ce qui donne tout son sens à son analyse marxiste, à l'étude de ses caractéristiques, et à l'examen des problèmes politiques qu'elle pose à des militants révolutionnaires.

On peut objecter que la grève générale ne suffit pas à renverser le capitalisme. C'est exact : il faut aussi que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique. Mais la grève générale peut être le point de départ d'une révolution socialiste, comme l'a démontré toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. La faiblesse de cette objection, c'est de sous-estimer le rôle de l'action collective des masses dans leur prise de conscience, et de surestimer la prise de conscience individuelle des travailleurs.

## 1. Grève générale et grève « large »

Une grève peut être très large sans être « générale ». Mais la grève générale a trois caractéristiques :

1. Elle est interprofessionnelle dans ses

moyens et surtout dans ses objectifs

2. Elle associe les travailleurs des services publics et du secteur privé

3. Elle crée une « atmosphère » d'affrontement global entre les classes et non pas seulement entre un secteur du patronat et un secteur de la classe ouvrière

Il n'est pas nécessaire que des revendications politiques soient avancées à la base du mouvement. La grève générale de 1936 en France avait des objectifs salariaux, de réduction du temps de travail, etc. Mais elle impliquait plus que cela pour ses participants. Quelle que soit son origine, toute grève générale est objectivement politique. L'avant-garde révolutionnaire doit saisir cette chance exceptionnelle et faire dès le début un grand effort de politisation du mouvement.

## 2. Une grève générale peut être passive

La grève contre le putsch Kapp en Allemagne en 1920 a été une grève passive, sans occupation d'usine. Mais c'était la plus grande générale d'Europe occidentale jusqu'à cette époque.

Si cette grève a mis le putsch en déroute, il reste néanmoins que la grève passive est cent fois moins efficace que la grève avec occupation, car elle disperse la force de la classe ouvrière tandis que la grève avec occupation la concentre.

Propager l'idée de la grève générale avec occupation des entreprises est donc une tâche importante pour les militants anticapitalistes.

### **3. Passage de la grève générale avec occupation à la grève générale active**

Dans la grève générale active avec occupation, les travailleurs remettent en route et organisent eux-mêmes la production. Cette idée a été introduite dans le mouvement ouvrier par les anarcho-syndicalistes révolutionnaires. Elle a été mise en pratique à grande échelle en Espagne en 1936.

Une telle grève est évidemment d'un niveau qualitatif beaucoup plus élevé qu'une grève passive, ou même qu'une grève avec occupation. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que l'idée de la grève générale active peut partir de motivation très différentes :

1. Elle peut être le résultat de la volonté anticapitaliste de prendre en mains la production

2. Elle peut aussi être le résultat de la logique interne de la grève générale. Dans ce cas, elle répond simplement à la nécessité de rendre la grève plus efficace, indépendamment de ses objectifs (remise en route des transports publics sous le contrôle des grévistes pour organiser une manifestation ; ouverture des coffres des banques et des caisses d'épargne pour permettre aux grévistes de tenir plus longtemps ; etc.)

3. Elle peut encore être le résultat de la logique économique de la grève générale, quand il est indispensable d'assurer un fonctionnement minimum des secteurs vitaux (alimentation, en gaz et en électricité par exemple).

Il faut analyser les motivations des grévistes pour juger correctement la remise en route de la production lors d'une grève générale.

L'idée de la remise en route de la production en cas de grève se répand aujourd'hui dans les luttes ouvrières. Il est donc fort probable qu'il sera utilisé par les travailleurs lors d'une prochaine grève générale. Si cela se fait à grande échelle, on assisterait à une grève générale d'une profondeur sans précédent, car il n'y a encore jamais eu de remise en route généralisée de la production en Europe occidentale.

Lors de la grève générale, il sera d'autant plus facile de convaincre les travailleurs de passer à la grève active si des expériences fructueuses ont été faites auparavant dans les luttes. Néanmoins, les grèves isolées avec auto-production aujourd'hui courent le risque constant de dévier vers l'illusion dangereuse de l'autogestion en système capitaliste. Les militants anticapitalistes doivent donc favoriser ces expériences tout en empêchant qu'elles ne s'engagent dans une telle impasse.

### **4. Grève générale dirigée par la bureaucratie & grève générale autogérée**

Il existe évidemment un lien entre grève active et organisation démocratique de la grève par les travailleurs eux-mêmes. Les travailleurs ne peuvent pas diriger véritablement la grève si chacun est renvoyé à la maison. C'est donc dans le cadre de la grève avec occupation que les militants anticapitalistes poussent à l'élection de comités de grève.

L'élection de comités de grève crée les conditions organisationnelles idéales pour une modification de la conscience des masses et leur rupture avec l'emprise réformiste. Mais le combat pour la prise en mains du mouvement par les travailleurs eux-mêmes ne doit pas être motivé par le sectarisme à l'égard des dirigeants ouvriers en

*ouvrière, d'un appareil de domination de classe. Après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte". Après la Révolution de 1848-1849, le pouvoir d'Etat devient "l'engin de guerre national du Capital contre le Travail". Le Second Empire ne fait que le consolider.*

*"L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune". "La Commune fut la forme positive" "d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même."*

En quoi consistait précisément cette forme "positive" de république prolétarienne socialiste ? Quel était l'Etat qu'elle avait commencé de fonder ?

*"Le premier décret de la commune fut... la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes."*

Cette revendication figure maintenant au programme de tous les partis qui se réclament du socialisme. Mais ce que valent leurs programmes, c'est ce qu'illustre au mieux l'attitude de nos socialistes-révolutionnaires et de nos menchéviks qui, justement après la révolution du 27 février, ont en fait refusé de donner suite à cette revendication !

*"La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière."*

*"Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut*

*immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvriers. Les bénéficiaires d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le "pouvoir des prêtres"... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... ils devaient être électifs, responsables et révocables."*

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie "simplement" plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce "simplement" représente une oeuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes. C'est là justement un cas de "transformation de la quantité en qualité" : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne; d'Etat (=pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait

en France.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le Manifeste communiste.

Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du Manifeste communiste, en ignorent certainement le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'"interprétation" courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, c'est exactement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la "machine de l'Etat toute prête", et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

*"Dans le dernier chapitre de mon 18-Bru-maire, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser. (Souligné par Marx; dans l'original, le mot est zerbrechen). C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris" (Neue Zeit, XX, 1, 1901-1902, p. 709). Les lettres de Marx à Kugelmann comptent au moins deux éditions russes, dont une rédigée et préfacée par moi."*

"Briser la machine bureaucratique et militaire" : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'"interprétation" dominante du marxisme, due à Kautsky !

(...)

## **2. Par quoi remplacer la machine d'état démolie ?**

A cette question Marx ne donnait encore, en 1847, dans le Manifeste communiste, qu'une réponse tout à fait abstraite, ou plutôt une réponse indiquant les problèmes, mais non les moyens de les résoudre. La remplacer par l'"organisation du prolétariat en classe dominante", par la "conquête de la démocratie", telle était la réponse du Manifeste communiste.

Sans verser dans l'utopie, Marx attendait de l'expérience du mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en tant que classe dominante, de quelle manière précise cette organisation se concilierait avec la plus entière, la plus conséquente "conquête de la démocratie".

Aussi limitée qu'ait été l'expérience de la Commune, Marx la soumet à une analyse des plus attentives dans sa Guerre civile en France. Citons les principaux passages de cet écrit :

*Au XIXe siècle s'est développé, transmis par le moyen âge, "le pouvoir centralisé de l'Etat, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature". En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, "le pouvoir d'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins de l'asservissement de la classe*

place, que ce soit au niveau de l'entreprise ou à un niveau plus élevé. Il doit être motivé par la volonté d'associer le maximum de travailleurs à la grève, grâce à des comités de grève élus et révocables, et à des commissions spécialisées entourant le comité de grève.

Ce schéma idéal ne se réalisera certainement pas partout en cas de grève générale. En soi, la simple élection d'un comité de grève est déjà un pas en avant énorme. Il sera grandement facilité si les travailleurs ont fait au préalable l'apprentissage de la démocratie ouvrière.

## **5. Des comités de grève aux conseils ouvriers**

Les comités de grève ne sont pas encore des organes du pouvoir ouvrier (conseils ouvriers). Ils se limitent en effet à l'organisation de la grève. Dans la transformation des comités de grève en de tels organes, deux éléments jouent un rôle déterminant :

1. La fédération des comités de grève
2. Le fait que les comités de grève commencent à assurer dans la pratique des pouvoirs qui dépassent le cadre de l'organisation de la grève et qui sont en temps normaux assurés par la bourgeoisie ou ses instruments.

La réalisation de ces deux conditions fait franchir un pas supplémentaire à la grève générale en créant une situation de dualité de pouvoir : d'un côté le pouvoir bourgeois, de l'autre le pouvoir ouvrier naissant.

## **6. La dualité de pouvoir**

Les soviets de 1917 en Russie forment l'exemple classique de la dualité de pouvoir. Les soviets étaient fédérés au niveau local, au niveau régional, et au niveau national. Ils s'occupaient de toutes les questions et prenaient des décisions conformes aux intérêts des ouvriers et des

paysans. Mais des organes de double pouvoir peuvent naître dans des conditions différentes, et avoir des caractéristiques différentes de celles des soviets de 1917. Lors de la Révolution espagnole de 1936, les « comités de milice » étaient indiscutablement des organes de double pouvoir, bien qu'ils aient eu une origine différente de celle des soviets russes.

Dans des pays où la classe ouvrière est dominée et organisée par les réformistes, il ne faut pas exclure que des comités syndicaux se transforment en organes de double pouvoir. En Grande-Bretagne par exemple, compte tenu des caractéristiques du mouvement ouvrier, un rassemblement des délégués d'usines les plus combattifs, des sections syndicales de gauche, des sections travaillistes de gauche, et des militants révolutionnaires, qui appellerait à la mobilisation des masses dans une situation pré-révolutionnaire, équivaldrait de fait à un soviet.

La question fondamentale de toute grève générale active, avec élection d'organes de double pouvoir, c'est le passage de la situation de double pouvoir économique à la situation de double pouvoir politique.

Des ouvriers réformistes peuvent être amenés par la logique du mouvement à la grève active, avec occupation, etc... Mais le pas difficile est celui du choix conscient contre la démocratie bourgeoise et ses institutions. C'est cette difficulté qui a fait échouer toutes les révolutions en Europe occidentale.

L'exemple le plus frappant est celui de la révolution allemande, après la première guerre mondiale. L'effondrement du pouvoir bourgeois était total. Les conseils ouvriers couvraient tout le pays. La social-démocratie, dominante dans la classe ouvrière, a alors décidé de transférer le pouvoir des comités ouvriers à un parlement élu. Des élections ont eu lieu dans ce but... et les sociaux-démocrates n'ont obtenu que 44% des voix.

On ne peut amener les travailleurs à faire la révolution sans s'en apercevoir. Une transforma-

tion de leur conscience est indispensable. Dans cette transformation, le saut qualitatif que représente le choix conscient contre la démocratie bourgeoise, pour la démocratie ouvrière basée sur les conseils ouvriers, détermine le point de non-retour dans la crise révolutionnaire. Trois facteurs favorisent cette transformation :

1. Un meilleur apprentissage de la démocratie ouvrière et de l'autogestion des luttes
2. L'existence d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe
3. La tactique de l'ennemi de classe

Il faut s'étendre un peu sur la tactique de l'ennemi. En effet, la révolution peut échouer... parce que l'ennemi ne fait rien. C'est ce qui s'est passé en Italie en 1920-21. Toutes les usines du Nord étaient occupées par des ouvriers en armes. Le gouvernement bourgeois a décidé de ne rien faire en espérant que les travailleurs ne sachent pas quoi faire, et c'est ce qui s'est produit. Il est certains que s'il y avait eu une provocation de la bourgeoisie, il y aurait eu une révolution.

En cas de situation de double pouvoir, il est donc décisif de faire en sorte que les organes de double pouvoir nés de la grève générale subsistent le plus longtemps possible, car cela contraint l'ennemi à attaquer.

C'est dans ces situations que l'absolue nécessité du parti révolutionnaire se fait sentir avec le plus d'acuité. L'implantation d'un parti révolutionnaire dans la classe est décisive pour exploiter des chances révolutionnaires d'autant plus précieuses qu'elle ne durent pas des semaines et qu'elles se présentent rarement...

## **7. La centralisation de la grève générale**

La classe ouvrière européenne est centralisée de longue date dans diverses organisations. Cela lui confère une force imposante, mais aussi, re-

vers de la médaille, un poids considérable des appareils bureaucratiques.

Or, une caractéristique de la grève générale est de libérer l'autonomie ouvrière, qui peut remettre en question le système d'organisation bureaucratique de la classe. Il n'est donc pas possible que dans nos pays il y ait dans un premier temps de la grève générale une décentralisation accrue de la classe, par réaction contre la domination bureaucratique. En Espagne, en 1936, par exemple les organes de double pouvoir surgis spontanément ne portaient même pas le même nom d'une région à l'autre !

Dans ces conditions, la centralisation de la grève générale est une question à la fois importante et difficile. Elle peut être abordée de différentes manières. En premier lieu, le passage à la grève générale active, avec remise en route partielle de la production, a une logique centralisatrice. Il faut un minimum de coordination pour remettre en route la production, même partiellement.

En deuxième lieu, les moyens de communication modernes peuvent jouer un rôle décisif (radio, télévision, télécommunications, banques, chèques postaux, etc.). Leur maîtrise par les grévistes eux-mêmes est donc vitale.

L'occupation et la remise en route des moyens de communication décentralise la bourgeoisie et centralise automatiquement le camp de la révolution. C'est donc aussi autour de ces centres qu'éclateront les premières épreuves de force.

## **8. Dualité de pouvoir et loyauté vis-à-vis des partis traditionnels**

On peut se trouver dans une situation objectivement révolutionnaire, mais que la majorité des travailleurs continue en même temps à appuyer les organisations réformistes. Cela a été le cas en Russie en février 1917, quand les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires ont été élus à la majorité dans les soviets. Le même phénomène

## **L'état**

# **Extraits de "L'état et la révolution"**

**Lénine, 1917**

*Extraits du Chapitre 3 : L'état et la révolution : l'expérience de la Commune de Paris de 1871. Analyse de Marx.*

## **1. En quoi la tentative des communards est-elle héroïque ?**

On sait que, quelques mois avant la Commune, au cours de l'automne 1870, Marx avait adressé une mise en garde aux ouvriers parisiens, s'attachant à leur démontrer que toute tentative de renverser le gouvernement serait une sottise inspirée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut imposée aux ouvriers et que, ceux-ci l'ayant acceptée, l'insurrection devint un fait, Marx, en dépit des conditions défavorables, salua avec le plus vif enthousiasme la révolution prolétarienne. Il ne s'entêta point à condamner par pédantisme un mouvement, comme le fit le tristement célèbre renégat russe du marxisme, Plékhanov, dont les écrits de novembre 1905 constituaient un encouragement à la lutte des ouvriers et des paysans, mais qui, après décembre 1905, clamait avec les libéraux : "Il ne fallait pas prendre les armes."

Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards "montant à l'assaut du ciel", selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses,

bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule "correction" que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au Manifeste communiste, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du Manifeste communiste, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du Manifeste communiste "est aujourd'hui vieilli sur certains points".

"La Commune, notamment, a démontré, poursuivent-ils, que la "classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte."

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx La Guerre civile





des armes en permanence; il est le seul policier, le seul gendarme; il est le seul juge; il est le seul qui ait le droit de battre monnaie; il est le seul ministre des finances. Il exerce sur son domaine les mêmes fonctions classiques que remplit un État tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Puis, une évolution va se produire. Aussi longtemps que le domaine reste peu étendu, que sa population est réduite, que les fonctions "étatiques" du seigneur restent très rudimentaires, et très peu complexes, et tant que leur exercice lui prend peu de temps, il peut se satisfaire de cette situation et exercer en personne toutes ces fonctions.

Mais lorsque le domaine s'agrandit et que le mouvement démographique s'amplifie, les fonctions que détient le seigneur deviennent de plus en plus complexes et de plus en plus fastidieuses. Il devient impossible à un seul homme d'exercer toutes ces fonctions. Que fait alors le seigneur féodal ? Il va partiellement déléguer ses pouvoirs à d'autres hommes. Mais pas à d'autres hommes libres; ceux-ci font partie d'une classe sociale qui est en opposition avec la classe seigneuriale. Le seigneur délègue des parties de son pouvoir à des gens qu'il a entièrement sous son contrôle: des serfs qui font partie de ses domestiques (l'origine servile se retrouve dans tous les titres: le ministre est le serf ministrable; le connétable est le comes stabuli, le chef des écuries; le maréchal est le serf qui s'occupe des équipages, des chevaux, etc...). C'est dans la mesure où ces gens, ces non-libres, ces domestiques, sont entièrement sous son contrôle, que le seigneur leur délègue partiellement ses pouvoirs.

Cet exemple nous amène à cette conclusion qui est la base même de la théorie marxiste de l'État : L'État est un organe particulier qui est né à un certain moment de l'évolution historique de l'humanité et qui est condamné à disparaître au cours de cette même évolution. Il est né de la division de la société en classes et disparaîtra en même temps que cette division. Il est né comme instrument entre les mains de la classe

possédante pour maintenir sa domination sur la société et il disparaîtra avec cette domination d'une classe.

Pour en revenir à la société féodale, il faut signaler que les fonctions d'État qu'exerce la classe dominante ne concernent pas seulement la sphère la plus immédiate du pouvoir (armée, justice, finances...). L'idéologie, le droit, la philosophie, les sciences, les arts... sont aussi sous la coupe du seigneur. Ceux qui exercent ces fonctions sont des gens pauvres qui, pour subsister, doivent vendre leurs capacités à un seigneur qui peut subvenir à leurs besoins. (Il faut inclure les chefs de l'Église dans la classe des seigneurs féodaux, pour autant que l'Église était propriétaire d'immenses domaines.)

En outre, du moins quand la dépendance est totale, le développement de l'idéologie est entièrement contrôlé par la classe dominante: elle seule commande la production "idéologique" ; elle seule est capable de subvenir aux besoins des "idéologues".

Voilà les rapports de base qu'il faut constamment garder à l'esprit, si l'on ne veut pas se perdre dans un fouillis de complications et de nuances. Bien sûr, au cours de l'évolution de la société, la fonction de l'État devient beaucoup plus complexe, beaucoup plus nuancée qu'elle ne l'est dans un régime féodal tel que celui qui vient d'être très schématiquement expliqué.

C'est néanmoins de cette condition transparente qu'il faut partir pour comprendre la logique de l'évolution, l'origine de cette division sociale du travail qui s'opère, et le processus à travers lequel ces différentes fonctions deviennent de plus en plus autonomes et commencent à apparaître comme étant de plus en plus indépendantes par rapport à la classe dominante.

ne s'est produit en Allemagne entre 1917 et 1919 et en Espagne en 1936.

Des soviets peuvent donc être créés par des ouvriers sous l'emprise réformiste. C'est le soviét qui seule permettra leur rupture avec les partis traditionnels. Cette rupture peut être favorisée de deux manières :

1. Par la propagande, pour pousser les travailleurs qui font encore confiance aux organisations traditionnelles à exiger de ces organisations qu'elles prennent le pouvoir, sans le partager avec la bourgeoisie. Il est probable qu'il faudra passer par ce stade dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

2. Par l'organisation. Lors d'une crise révolutionnaire très aiguë, une recomposition très rapide s'opère dans le mouvement ouvrier. On voit apparaître des organisations centristes de masse qui évoluent du réformisme vers les positions révolutionnaires. Une politique de front avec ces organisations est primordiale. Les bolchéviques en 1917 ont constitué un front avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Dans la révolution espagnole, un front a regroupé les anarchistes, le POUM et les socialistes de gauche. Une politique de front avec les organisations centristes qui se détachent sur la gauche des partis ouvriers traditionnels offre de grandes possibilités et permet aux révolutionnaires d'élargir considérablement leur influence. C'est cette unité qui a permis la conquête du syndicat des métallurgistes lors de la révolution allemande de 17-19, et d'avoir une majorité révolutionnaire dans les milices de Catalogne en 1936.

## **9. Autodéfense ouvrière et armement**

Même si la crise révolutionnaire mûrit, la question du pouvoir n'est pas résolue si la question de l'armement n'est pas résolue. Il y a deux aspects à cette question : l'armement de la classe ouvrière d'une part, la désagrégation de l'armée

bourgeoise d'autre part. Les deux aspects sont liés car le soldat ne rompt avec l'autorité militaire bourgeoise que s'il bénéficie d'une protection ailleurs.

La question est essentiellement politique et non technique. Elle est délicate vu les traditions du mouvement ouvrier en Europe occidentale qui est marquée par une longue tradition de démocratie bourgeoise. Il faut donc trouver les médiations nécessaires pour faire comprendre la nécessité de l'armement. Dans ce cadre, l'autodéfense des piquets et la lutte contre les groupes fascistes ont une très grande importance. Les attaques de l'ennemi de classe doivent être utilisées comme des moyens de faire faire des bonds en avant à la conscience des travailleurs sur cette question.

# La conception marxiste de l'État

Ernest Mandel

## La société primitive et les origines de l'état

L'État n'a pas toujours existé. Certains sociologues et autres représentants de la science politique académique commettent une erreur quand ils parlent de l'État dans les sociétés primitives. En réalité, ils identifient l'État avec la collectivité, avec la communauté. De ce fait, ils enlèvent à l'État ses caractéristiques particulières: l'exercice de certaines fonctions est enlevé à la collectivité dans son ensemble pour être réservé entièrement à une petite fraction des membres de cette collectivité.

En d'autres termes, l'apparition de l'État est un produit de la division sociale du travail. Aussi longtemps que cette division sociale du travail n'est que rudimentaire, tous les membres de la société exercent à tour de rôle pratiquement toutes les fonctions. Il n'y a pas d'État. Il n'y a pas de fonctions d'État particulières.

Au sujet de la tribu des Bushmen, le R. P. Victor Ellenberger écrit qu'elle ne connaît ni propriété privée, ni tribunaux, ni autorité centrale, ni organismes spéciaux d'aucune sorte ("La fin tragique des Bushmen",

pp. 70-73; Paris, Amiot-Dumont, 1953) . Un autre auteur écrit au sujet de cette même tribu: « Chez les Bushmen, la vraie autorité est représentée par le clan et non par la tribu dans son entier: les affaires du clan, en général, sont réglées par les chasseurs habiles ou par les hommes les plus âgés, gens d'expérience le plus souvent » (I. Shapéra: "The Khoisan Peoples of South Africa", 1930) .

Même constatation pour les peuples d'Égypte et de Mésopotamie, dans la haute antiquité: " Pas plus que pour un groupement politique vraiment centralisé, les temps ne sont pas encore révolus pour une famille patriarcale avec autorité paternelle... Les sujets actifs et passifs des obligations sont collectifs dans le régime du clan totémique. Le pouvoir comme la responsabilité y ont encore un caractère indivis. Nous sommes en présence d'une société communautaire et égalitaire au sein de laquelle la participation au même totem qui fait l'essence de chacun et la cohésion de tous place tous les membres du clan sur le même rang " (A. Moret et G. Davy: " Des Clans aux Empires ", Paris, La Renaissance du Livre, 1923, p. 17).

Mais au fur et à mesure que se développe la division sociale du travail, que la société se divise en classes, l'État apparaît et sa nature se précise: l'ensemble des membres de la collectivité se voit refuser l'exercice d'un certain nombre de fonctions; une petite mi-

norité détient, seule, l'exercice de ces fonctions.

Deux exemples illustreront cette évolution qui consiste à retirer à une majorité des membres de la société certaines fonctions qu'ils exerçaient antérieurement, et à l'origine collectivement, pour les attribuer à un petit groupe d'individus.

## Premier exemple : l'armement

C'est une fonction importante. Engels disait que l'État, en dernière analyse, n'est rien d'autre qu'un groupe d'hommes armés. Dans la collectivité primitive, tous les membres masculins du groupe sont armés (et parfois, même, tous les adultes). Il n'est pas question, dans une telle société, de concevoir l'armement comme étant l'apanage particulier d'un " quelque chose " qui s'appelle l'armée, la police ou la gendarmerie. Tous les hommes qui ont atteint l'âge adulte ont le droit de porter des armes. (Dans certaines sociétés primitives, la cérémonie d'initiation, qui reconnaît l'âge adulte, confère ce droit de porter des armes.)

Le phénomène est identique dans des sociétés encore primitives mais déjà proches du stade de leur division en classes. C'est le cas, par exemple, pour les populations germaniques qui vont se lancer à l'assaut de l'Empire romain: tous les hommes libres ont le droit de porter des armes et ils peuvent s'en servir pour défendre leur personne et leurs droits. L'égalité de droits entre hommes libres que nous voyons dans les sociétés germaniques primitives est en fait une égalité entre soldats qu'illustre très bien l'anecdote du vase de Soissons. Dans la Grèce et la Rome antiques, les luttes entre patriciens et plébéiens ont souvent pour objet cette question du droit de porter des armes.

## Deuxième exemple : la justice

La société primitive ignore généralement l'écriture et ne connaît pas de droit écrit. Mais, en outre, l'exercice de la justice n'y est pas l'apanage d'individus particuliers; ce droit est exercé par la collectivité. Au-delà des querelles qui sont tranchées par les familles ou les individus eux-mêmes, seules les assemblées collectives sont habilitées à rendre des jugements. Dans la société germanique primitive, le président du tribunal populaire ne juge pas; sa fonction consiste à faire respecter certaines règles, certaines formes.

L'idée qu'il puisse y avoir des hommes détachés de la collectivité, à qui serait réservé ce droit de porter des jugements, paraîtrait aux citoyens d'une société fondée sur le collectivisme du clan ou de la tribu, un non-sens aussi grand que paraît l'inverse à la plupart d'entre nous.

Résumons: à un certain moment du développement de la société, avant qu'elle ne se soit divisée en classes sociales, certaines fonctions comme le droit de porter des armes ou de rendre la justice sont exercées collectivement par tous les membres adultes de la communauté. C'est seulement au fur et à mesure du développement ultérieur de cette société, au moment où apparaissent les classes sociales, que ces fonctions sont enlevées à la collectivité pour être réservées à une minorité qui les exerce d'une manière particulière. Comment caractériser cette manière particulière ?

Examinons par exemple notre société occidentale, à l'époque où le système féodal commence à être son trait dominant. L'indépendance, non pas formelle, juridique, mais effective et quasi totale des grands domaines s'exprime par le fait que le seigneur exerce seul sur son domaine toutes les fonctions énumérées plus haut et qui étaient dévolues à la collectivité adulte dans les sociétés primitives.

Ce seigneur féodal est maître absolu sur son domaine; il est le seul qui ait le droit de porter